

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Weil, Gordon L., *Trade Policy in the '70's*, Twentieth Century Fund, New York, 1969, 75 p.

par F. A. Siddiqui

*Études internationales*, vol. 3, n° 3, 1972, p. 438-439.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700241ar>

DOI: 10.7202/700241ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

congrès de l'Association internationale d'Histoire économique en 1963. En face du casse-tête que constitue pour l'avenir du globe l'explosion démographique du Tiers-Monde, il s'agissait de recueillir de l'histoire des populations pré-industrielles des leçons et peut-être des raisons d'espérer pour l'avenir. Une fois encore, c'est Malthus qui domine le débat de démographie économique, et toute la première partie cherche à savoir si l'histoire confirme son modèle. Mais quel est ce modèle en définitive, qui a été trop souvent interprété simplistement et qui reste fondamentalement ambigu, comme je l'ai montré ailleurs (*Population*, XXIII, 1968)? Dans son introduction à la première partie, Goran Ohlin a au moins le mérite de poser le problème avec nuances et de souligner notamment l'existence de mécanismes relativement efficaces de limitation de la fécondité dans l'Europe pré-industrielle, fécondité en qui il refuse de voir le moteur de la croissance économique ultérieure.

L'analyse statistique de Koelmann pour l'Allemagne croît vérifier Malthus, mais est-elle justifiée de le faire sur la base étroite d'un seul demi-siècle, 1815-1865? Borowski est plus nuancé dans son étude de la Pologne du XIX<sup>e</sup> siècle, mais en reprochant à Malthus d'avoir traité unilatéralement la relation entre facteurs socio-économiques et démographiques, il n'en voit pas l'ambiguïté, signalée plus haut. Quant à l'Amérique du Nord, selon Potter, elle échappe à l'interprétation malthusienne. L'étude de la Flandre du XVIII<sup>e</sup> siècle par Mendels introduit de nouvelles nuances sur la base du rayon d'action géographique des facteurs, et notamment du facteur de la demande pour les produits industriels. C'est pourquoi l'étude de Leibenstein aurait été mieux placée en fin de la première partie en guise de conclusion, car elle s'en prend au modèle malthusien et néomalthusien dont la faiblesse ne serait plus tant du côté des hypothèses relatives à la fécondité que du moule trop étroit, dans lequel le problème démographique est posé en termes d'un équilibre entre population et ressources.

Une raison supplémentaire de se dégager de ce moule est d'ordre méthodologique et nous est fournie par Wrigley vers le début de la deuxième partie, consacrée à la société pré-industrielle en Europe, Asie et Afrique. Les progrès récents de la démographie historique reposent en effet sur le choix de la famille

comme unité d'analyse, plutôt que sur l'agrégat statistique national; elle découvre alors une grande variété de comportements qu'elle commence à corréler avec un éventail large de facteurs sociologiques, anthropologiques et non seulement économiques. Les quatre études empiriques de la deuxième partie n'illustrent cependant guère cette méthode et restent assez classiques.

La troisième partie, entièrement consacrée à la démographie historique de l'Amérique latine, est de loin la plus longue avec 194 pages et nuit de ce fait à l'équilibre de l'ouvrage, d'autant plus qu'elle est franchement disparate, à l'image de tant de congrès qui voient défiler de façon décousue une foule de communications les plus diverses. Ici, nous passons d'un bon exposé de l'état actuel des recherches présenté par Borah, à l'emploi de *computers* par Brady et Lombardi pour analyser les recensements de la région de Caracas entre 1780 et 1820, en nous arrêtant entretemps à la préhistoire avec Sauer, à l'estimation des populations aborigènes par Denevan, au rôle des migrations au Mexique (Cook), au Pérou (Mellafe) et dans la province de Buenos Aires (Sanchez-Albornoz), sans oublier l'évolution démographique du Brésil, présentée dans une traduction française pitoyable, qui a, au moins, l'intérêt de résumer de façon saisissante les nombreuses méthodes utilisées jusqu'à nos jours pour faire disparaître les Indiens.

André Lux

*Sociologie,*  
*Université Laval.*

WEIL, Gordon L., *Trade Policy in the '70's*, Twentieth Century Fund, New York, 1969, 75p.

Ce petit volume écrit dans un style simple se lit aisément. Il traite des derniers développements de la politique commerciale des États-Unis et expose les choix ou les options que réserve l'avenir.

Dès le début, la discussion fait ressortir la nécessité d'une politique commerciale nationale, nécessité qui va de soi, évidemment. Mais la difficulté est de décider quelle sorte de politique nationale. Deux options se présentent: soit sauvegarder les intérêts des consommateurs, soit protéger les intérêts des producteurs. Tout gouvernement a le devoir de concilier ces inté-

rêts qui forcément entrent en conflit. Un compromis ne sert ni les uns ni les autres, mais pour « équilibrer » sa politique, le gouvernement doit constamment réviser sa position. En plus des intérêts domestiques, étant donné la dimension économique du pays, les États-Unis doivent encore prudemment tenir compte des répercussions économiques et des conséquences politiques que peut avoir leur politique commerciale sur les autres nations.

En passant en revue les derniers développements de la politique commerciale américaine, l'auteur souligne que l'augmentation des dépenses militaires qu'accompagne une croissance plus rapide des importations que des exportations a causé des déficits chroniques de la balance des paiements. En conséquence, les problèmes de balance des paiements et l'absence de législation pour remplacer le *Trade Expansion Act* de 1962, qui est périmé, ont donné naissance à une tendance de plus en plus protectionniste dans le corps législatif et le monde industriel. Autre symptôme plus grave encore, les organisations ouvrières qui, traditionnellement, adhéraient à la doctrine du libre échange ont rejoint les rangs des protectionnistes.

À présent, quels choix s'ouvrent aux États-Unis ? D'après l'auteur, il y en a trois : 1) un retour au protectionnisme ; 2) une politique totale de libre-échange ; 3) le maintien et le développement de la politique de libéralisation du commerce. Après examen de ces options et à la lumière de la réalité politique aux États-Unis et ailleurs, l'auteur choisit la troisième solution. Ce fut d'ailleurs la politique déclarée des États-Unis pour les trois dernières décennies ou presque. On avance à juste titre que non seulement le protectionnisme porterait atteinte au prestige international des États-Unis, mais serait contraire aux lois de l'économie, à la fois pour les Américains et les autres pays une fois la guerre de représailles déclarée. Espérons que les désagréables souvenirs des années de la dépression économique sent encore frais à la mémoire.

En ce qui concerne la doctrine libre-échangiste, l'auteur émet des doutes et des réserves. Examinant quelques-uns des problèmes soulevés par le libre-échange, il souligne que « en fait, les protectionnistes désireux de remettre à plus tard la libéralisation du commerce pourraient se servir des pourparlers concernant le libre-échange comme d'un rideau de fumée,

surtout étant donné que le succès final demeure incertain ».

Ensuite, en moins d'une quarantaine de pages, l'auteur essaie de passer en revue dix problèmes spécifiques de la politique commerciale qu'il importe, selon lui, de prendre en considération, quelle que soit, en fin de compte, la ligne de conduite adoptée par les Américains. Outre les problèmes tarifaires, ce sont : les mesures non tarifaires, l'agriculture, les pays en voie de développement, les blocs régionaux, les investissements étrangers, les affaires monétaires internationales, le commerce entre l'Est et l'Ouest, les accords domestiques et l'administration des politiques. Excepté peut-être les questions des mesures non tarifaires et de l'agriculture, les autres sujets abordés, à moins d'être un spécialiste, manquent de largeur de vue et n'offrent qu'un intérêt limité. Pour le simple lecteur à qui s'adresse ce livre, l'auteur réussit à broser un tableau assez net d'un problème plutôt complexe.

En conclusion, on est d'accord avec l'auteur qui observe que « l'administration qui ne soumet pas de projets, quels qu'ils soient, en matière de politique commerciale, court le risque de voir cette politique se développer au hasard plutôt que selon un plan prévu. Jusqu'à un certain point, la preuve nous est fournie par les événements de l'an passé, par les prétendues "mesures économiques de Nixon" ».

F. A. SIDDIQUI

*Économique,*  
*Université Bishop.*

WARD, Barbara, D'ANJOU, Lenore and RUNNALS, J. D. (eds.), *The Widening Gap : Development in the 1970's*, Columbia University Press, New York, 1971, xii + 372p.

En février 1970, l'Université Columbia organisait une conférence sur le développement économique international afin de donner suite aux recommandations du Rapport Pearson. Publié à l'issue de cette conférence, ce livre rapporte les communications, les débats et les échanges qui ont eu lieu au cours de cette rencontre. Il traite de certains problèmes politiques du développement international qui se présentent aux pays en voie de développement et aux pays développés, et qui sont d'une im-